

FITNESS MANAGEMENT

Société par actions simplifiée au capital de 27.178.501,64 euros
Siège social : 8, rue Lamartine, 75009 Paris
830 217 964 RCS Paris

STATUTS

*Mis à jour par décisions unanimes des Associés en date du 31 juillet 2025 et
du président en date du 31 juillet 2025
(Augmentation du capital)*

Signé par :
 Bertrand Bonelli
05BC00BA4D54428...

Le Président
B&S Fitness Consult,
Représentée par Monsieur Bertrand Bonelli

SOMMAIRE

Article 1.	Forme.....	3
Article 2.	Objet	3
Article 3.	Dénomination sociale	3
Article 4.	Siège social	3
Article 5.	Durée	4
Article 6.	Apports	4
Article 7.	Capital social	5
Article 8.	Modification du Capital.....	5
Article 9.	Forme et transmission des actions	6
Article 10.	Droits et obligations attachés aux actions.....	7
Article 11.	Président	8
Article 12.	Directeurs généraux	9
Article 13.	Comité Stratégique	9
Article 14.	Informations financières	14
Article 15.	Conventions réglementées	16
Article 16.	Commissaires aux comptes.....	16
Article 17.	Décisions collectives	17
Article 18.	Assemblées Spéciales	19
Article 19.	Comité d'entreprise	19
Article 20.	Exercice social	19
Article 21.	Inventaire – Comptes annuels.....	19
Article 22.	Affectation des Résultats	19
Article 23.	Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social	21
Article 24.	Dissolution – Liquidation	21
Article 25.	Introduction	22
Article 26.	Contestations	22

STATUTS

Dans les présents statuts de Fitness Circle (la « **Société** »), les termes et expressions commençant par une majuscule ont le sens qui leur est attribué en Annexe.

ARTICLE 1. FORME

La Société a la forme d'une société par actions simplifiée, régie par les dispositions du Code de commerce et par les présents statuts.

La Société comportera indifféremment un ou plusieurs associés.

Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, celui-ci est dénommé « associé unique ».

L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus aux associés, le terme collectivité des associés désignant indifféremment l'associé unique ou les associés.

La Société ne peut procéder à une offre au public de titres financiers ou à l'admission aux négociations sur un marché réglementé de ses actions. Elle peut néanmoins procéder aux offres définies aux 2 et 3 du I et au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier.

ARTICLE 2. OBJET

La Société a pour objet en France et à l'étranger :

- toute prise de participations ou d'intérêts dans toutes personnes morales françaises ou étrangères ainsi que toutes activités susceptibles d'être exercées par une société holding ;
- la participation de la Société, par tous moyens, dans toute opération pouvant se rapporter à son objet ou par voie de création de sociétés nouvelles, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement ;
- l'activité de holding animatrice, c'est-à-dire le contrôle, l'organisation, la gestion administrative, commerciale et comptable, l'animation, la fourniture de tous services et de conseils à toutes sociétés et entreprises dans lesquelles elle possède une participation, l'acceptation et l'exercice de tout mandat social, de président, de directeur général ou de directeur général délégué, la réalisation d'opérations de trésorerie et la fourniture de toutes prestations financières avec des sociétés ayant avec elle, directement ou indirectement des liens de capital conférant à l'une des sociétés un pouvoir de contrôle effectif sur les autres au sens de l'article L. 511-7 du Code monétaire et financier et l'octroi à titre non habituel de cautions et garanties ;
- et généralement toutes opérations quelles qu'elles soient se rattachant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou annexes et susceptibles de faciliter le développement de la Société.

ARTICLE 3. DENOMINATION SOCIALE

La dénomination de la Société est « **FITNESS MANAGEMENT** ».

Dans tous les actes, lettres, factures, annonces, publications et autres documents de toute nature émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie de la mention « société par actions simplifiée » ou des initiales « S.A.S. », de l'énonciation du montant du capital social et de l'indication de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 4. SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé au 8, rue Lamartine, 75009 Paris.

Sous réserve de l'obtention de l'accord préalable du Comité Stratégique, conformément aux dispositions de l'Article 13.6.1(l) ci-dessous, le Président et les associés peuvent décider de transférer le siège social

dans les conditions prévues par la loi. Le Président est également autorisé à modifier, en conséquence et sous cette réserve, les statuts.

ARTICLE 5. DUREE

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années à dater de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6. APPORTS

À la constitution, il a été fait apport en numéraire à la Société de la somme de 1.000 € correspondant à la libération de la souscription des 1.000 actions composant le capital originaire, d'une valeur nominale d'un centime d'euro (0,01 €) chacune, émises pour un prix de souscription égal à leur valeur nominale augmentée d'une prime d'émission de quatre-vingt-dix-neuf centimes d'euro (0,99 €) par action, soit un prix de souscription d'un (1) euro par action ordinaire.

Les fonds ont été déposés sur le compte ouvert au nom de la Société en formation dans les livres de la banque CIC (42, rue la Boétie – 75008 Paris), laquelle a établi le certificat prévu par l'article L. 225-6 du Code de commerce.

Aux termes des décisions de l'associé unique en date du 25 juillet 2017, il a été procédé :

- (i) à la création de deux catégories d'actions de préférence dénommées « ADP A » et « ADP B » ;
- (ii) à une augmentation de capital en numéraire d'un montant nominal total de 48.705,45 euros par émission de 4.870.545 actions ordinaires nouvelles, d'une valeur nominale d'un centime d'euro (0,01 €) chacune, pour un prix de souscription égal à leur valeur nominale augmentée d'une prime d'émission de 0,99 euro par action ordinaire nouvelle, soit un prix de souscription d'un (1) euro par action ordinaire nouvelle ;
- (iii) à une augmentation de capital en numéraire d'un montant nominal total de 1.694,05 euros par émission de 169.405 ADP A, d'une valeur nominale d'un centime d'euro (0,01 €) chacune, pour un prix de souscription égal à leur valeur nominale augmentée d'une prime d'émission de 0,99 euro par action ordinaire nouvelle, soit un prix de souscription d'un (1) euro par ADP A ;
- (iv) augmentation de capital en numéraire d'un montant nominal total de 107,06 euros par émission de 10.706 ADP B, d'une valeur nominale d'un centime d'euro (0,01 €) chacune, pour un prix de souscription égal à leur valeur nominale augmentée d'une prime d'émission de 0,99 euro par ADP B nouvelle, soit un prix de souscription d'un (1) euro par ADP B ;

Aux termes des mêmes décisions, l'associé unique a également approuvé l'apport de titres émis par la société Cercle de la Forme Développement – CDFD SAS (790 178 016 RCS Paris) au profit de la Société, pour une valeur totale d'apport de 7.874.243,89 euros (en arrondi) répartie entre différents apporteurs dans les proportions suivantes :

Apporteurs	Valeur de l'apport en arrondi (€)
Bertrand Bonelli	4.952.920,87
Sandrine Bonelli	2.866.211,74
Pierre Caporali	55.111,28
Total	7.874.243,89

Afin de rémunérer en partie cet apport, le capital social a été consécutivement augmenté de 549,96 euros par l'émission de 15.293 actions ordinaires nouvelles, 37.347 ADP A nouvelles et 2.356 ADP B nouvelles au profit de Pierre Caporali, d'une valeur nominale d'un centime d'euro (0,01 €) chacune, pour un prix de souscription égal à leur valeur nominale augmentée d'une prime d'émission de 0,99 euro par action émise, soit un prix de souscription d'un (1) euro par action ordinaire nouvelle, par ADP A nouvelle et par ADP B nouvelle.

Enfin, toujours aux termes des mêmes décisions de l'associé unique en date du 25 juillet 2017, il a été procédé :

- (i) à une augmentation de capital en numéraire d'un montant nominal total de 32.258,20 euros par émission de 3.225.820 actions ordinaires nouvelles, d'une valeur nominale d'un centime d'euro (0,01 €) chacune, pour un prix de souscription égal à leur valeur nominale augmentée d'une prime d'émission de 0,99 euro par action ordinaire nouvelle, soit un prix de souscription d'un (1) euro par action ordinaire nouvelle ; et
- (ii) à une augmentation de capital en numéraire d'un montant nominal total de 219,38 euros par émission de 21.938 ADP B nouvelles, d'une valeur nominale d'un centime d'euro (0,01 €) chacune, pour un prix de souscription égal à leur valeur nominale augmentée d'une prime d'émission de 0,99 euro par ADP B nouvelle, soit un prix de souscription d'un (1) euro par ADP B.

Aux termes des délibérations de l'assemblée générale extraordinaire en date du 21 décembre 2017, il a été procédé à une augmentation de capital en numéraire d'un montant nominal total de 15.000 euros, par émission de 1.500.000 actions ordinaires nouvelles, d'une valeur nominale d'un centime d'euro (0,01 €) chacune, pour un prix de souscription égal à leur valeur nominale augmentée d'une prime d'émission de 0,99 euro par action ordinaire nouvelle, soit un prix de souscription d'un (1) euro par action ordinaire nouvelle, portant ainsi le capital social de la Société de 83.544,10 euros à 98.544,10 euros.

Par décision du Président en date du 28 septembre 2018, le capital social de la Société a été augmenté d'un montant nominal de cent soixante-quatre euros et cinq centimes (164,05€) par émission de 16.405 actions ordinaires nouvelles d'une valeur nominale d'un centime d'euro (0,01€) chacune souscrites lors du remboursement des 16.405 obligations remboursables en actions ordinaires émises par la Société en date du 25 juillet 2017.

Aux termes des décisions des associés en date du 28 novembre 2018, il a été procédé à une augmentation de capital en numéraire d'un montant nominal total de 39.508,12 euros, par l'émission de 3.950.812 actions ordinaires nouvelles émises à leur valeur nominale (soit 0,01 €) augmentée d'une prime d'émission de 0,18 € par action ordinaire nouvelle, soit un prix d'émission de 0,19 € par action ordinaire nouvelle, constatée par décisions du président en date du 12 décembre 2018.

Aux termes des décisions des associés en date du 15 mars 2021, il a été procédé à une augmentation de capital en numéraire d'un montant nominal total de 25.014,98 euros, par l'émission de 2.501.498 actions ordinaires nouvelles émises à leur valeur nominale (soit 0,01 €) augmentée d'une prime d'émission de 0,18€ par action ordinaire nouvelle, soit une prime d'émission de 450.269,64 €, constatée par décisions du président en date du 15 mars 2021.

Aux termes des décisions des associés en date du 31 juillet 2025, il a été procédé à (i) une augmentation de capital par compensation de créance d'un montant nominal total de 25.992.160,97 euros, par l'émission de 2.599.216.097 actions ordinaires nouvelles émises à leur valeur nominale (soit 0,01 €), et (ii) une augmentation de capital par compensation de créance d'un montant nominal total de 1.023.109,42 euros, par l'émission de 102.310.942 actions ordinaires nouvelles émises à leur valeur nominale (soit 0,01 €), constatées par décisions du président en date du 31 juillet 2025.

ARTICLE 7. CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de vingt-sept millions cent soixante-dix-huit mille cinq cent un euros soixante-quatre centimes d'euros (27.178.501,64 €), divisé en deux milliards sept cent dix-sept millions huit cent cinquante mille cent soixante-quatre (2.717.850.164) actions d'une valeur nominale d'un centime d'euro (0,01€) chacune, intégralement souscrites, libérées et réparties comme suit :

- deux milliards sept cent dix-sept millions six cent huit mille quatre cent douze (2.717.608.412) actions ordinaires ;
- deux cent six mille sept cent cinquante-deux (206.752) ADP A ; et

- trente-cinq mille (35.000) ADP B.

ARTICLE 8. MODIFICATION DU CAPITAL

- 8.1.** Le capital social peut être augmenté par décisions collectives des associés statuant dans les conditions prévues par la loi et les statuts.
- 8.2.** La collectivité des associés peut aussi, dans les conditions et selon les modalités fixées par la loi, autoriser ou décider la réduction du capital pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, étant rappelé qu'en aucun cas la réduction du capital ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.
- 8.3.** En cas de réduction de capital non motivée par des pertes, les titulaires d'ADP A auront un droit prioritaire, par rapport aux titulaires d'actions ordinaires et d'ADP B pour demander le rachat de leurs ADP A. Le rachat des ADP A par la Société se fera pour un prix égal à la valeur nominale des ADP A augmentée du Montant Prioritaire A non versé aux titulaires d'ADP A.
- 8.4.** En cas de réduction de capital motivée par des pertes, le montant de la réduction sera imputé en priorité, dans les mêmes proportions, sur les actions ordinaires et ladite réduction ne sera pas imputée sur les ADP A et les ADP B que pour autant qu'elle n'aura pu être totalement imputée sur les actions ordinaires.

ARTICLE 9. FORME ET TRANSMISSION DES ACTIONS

9.1. Inscription en compte

Les Titres sont obligatoirement nominatifs. Ils sont inscrits en comptes individuels tenus par la Société ou par un intermédiaire agréé conformément aux dispositions légales applicables.

9.2. Transferts de Titres

Tout Transfert de Titres est soumis à des règles déterminées par le Pacte. Tant que le Pacte est en vigueur, tout Transfert de Titres effectué en violation du Pacte sera réputé avoir été réalisé en violation des statuts et sera donc nul conformément aux dispositions de l'article L. 227-15 du Code de commerce, le droit d'agir en nullité appartenant à tout titulaire de Titres.

Sous réserve de ce qui précède et des stipulations de l'Article 9.3 (*Inaliénabilité temporaire*) ci-après, les Transferts de Titres s'opèrent, à l'égard des tiers et de la Société, par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dénommé « registre des mouvements de titres ». La Société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement.

9.3. Inaliénabilité temporaire

- 9.3.1.** Conformément aux dispositions de l'article L. 227-13 du Code de commerce et sauf décision contraire du Comité Stratégique statuant à l'unanimité, tous les Titres, ainsi que toutes valeurs mobilières qui seraient attribuées aux associés en vertu de leurs Titres ou en leurs lieu et place, sont incessibles (ce qui est réputé inclure, également, l'octroi de toute sûreté ou nantissement sur ces Titres) :
 - (i) pour les titres détenus par MI IV et les Actionnaires Historiques, jusqu'au 25 juillet 2020 inclus ;
 - (ii) pour les titres détenus par toute Personne autre que l'Investisseur ou que les Actionnaires Historiques, jusqu'à la plus proche des deux dates suivantes : (i) la date à laquelle MI IV aura cessé de détenir des Titres et (ii) le 25 juillet 2027.
- 9.3.2.** L'inaliénabilité temporaire objet du présent Article 9.3 ne s'applique pas à un Transfert de Titres constituant un Transfert Autorisé.

ARTICLE 10. DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

10.1. Stipulations communes à toutes les actions

Les actions autres que les actions ordinaires sont des actions de préférence au sens de l'article L. 228-11 du Code de commerce.

Les droits et obligations attachés à une action suivent celle-ci, dans quelque main qu'elle passe.

La propriété d'une action entraîne, *ipso facto*, l'approbation des statuts de la Société ainsi que celle des décisions des associés.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente des actions nécessaires.

Le ou les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leur apport.

Chaque action, quelle qu'en soit la catégorie, donne droit, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social lors de toute distribution, amortissement ou répartition, au cours de la vie de la Société, ou en cas de Liquidation de la Société, à une part déterminée par application des droits financiers attachés à chacune des catégories d'actions en application des présentes et notamment de l'Article 22 (*Affectation des résultats*), de l'Article 7 (*Modification de capital*) et de l'Article 24 (*Dissolution – Liquidation*). À cet égard, il est précisé que toute part ainsi allouée à une certaine catégorie d'actions sera répartie entre les titulaires des actions de cette catégorie proportionnellement au nombre d'actions de cette catégorie que chaque titulaire détient par rapport au nombre total d'actions existantes dans la catégorie concernée.

La quote-part des distributions et de l'Actif Net de Liquidation allouée à une catégorie d'actions dans les conditions visées à l'Article 22 (*Affectation des résultats*) et à l'Article 24 (*Dissolution – Liquidation*) ne variera pas en fonction du nombre d'Actions de la catégorie concernée.

10.2. Actions ordinaires

Sous réserve des droits attachés aux ADP A et aux ADP B, chaque action ordinaire donne droit à une quote-part des distributions et de l'Actif Net de Liquidation dans les conditions visées à l'Article 7 (*Modification de capital*), à l'Article 22 (*Affectation des résultats*) et à l'Article 24 (*Dissolution – Liquidation*).

À chaque action ordinaire est attaché un (1) droit de vote.

10.3. Actions de Préférence de catégorie A (ADP A)

Les ADP A donnent droit à un montant prioritaire, cumulatif et exclusif dans les distributions et dans l'Actif Net de Liquidation égal au Montant Prioritaire A dans les conditions visées à l'Article 7 (*Modification de capital*), à l'Article 22 (*Affectation des résultats*) et à l'Article 24 (*Dissolution – Liquidation*).

À chaque ADP A est attaché un (1) droit de vote.

10.4. Actions de Préférence de catégorie B (ADP B)

Les ADP B donnent droit à une quote-part des distributions et de l'Actif Net de Liquidation égale au Montant Préférentiel B dans les conditions visées à l'Article 7 (*Modification de capital*), à l'Article 22 (*Affectation des résultats*) et à l'Article 24 (*Dissolution – Liquidation*).

Le Montant Préférentiel B est exclusif de tout autre droit financier, en ce compris le remboursement du nominal. Si, en cas de survenance du premier Événement Déclencheur, le Montant Préférentiel B est égal à zéro, les titulaires d'ADP B ne pourront prétendre au versement d'aucune somme au titre de quelque distribution que ce soit ou dans le cadre de la répartition de l'Actif Net de Liquidation. Dans ce dernier cas, ils ne pourront notamment pas prétendre au remboursement du nominal des ADP B.

À chaque ADP B est attaché un (1) droit de vote.

ARTICLE 11. PRESIDENT

La Société est dirigée par un président au sens de l'article L. 227-6 du Code de commerce (le « **Président** ») et d'éventuels directeurs généraux et directeurs généraux délégués. Le Président et les éventuels directeurs généraux et directeurs généraux délégués agissant sous le contrôle d'un Comité Stratégique (le « **Comité Stratégique** »).

11.1. Nomination

Le Président est désigné par le Comité Stratégique.

Le Président est désigné pour un mandat d'une durée déterminée ou indéterminée, fixée par le Comité Stratégique dans la décision de nomination.

Le Président peut être tout type de Personne. Lorsque le Président est une Personne autre qu'une personne physique, celle-ci est tenue de désigner un représentant permanent.

11.2. Termes et conditions du mandat

La rémunération et, plus généralement, les termes et conditions du mandat du Président sont déterminés par le Comité Stratégique. Ils ne peuvent être modifiés que par décision du Comité Stratégique.

11.3. Révocation – démission

Sous réserve d'accords contraires figurant dans le Pacte ou dans des conventions de mandat social validé par le Comité Stratégique, le Président peut être révoqué, *ad nutum*, sans préavis ni indemnité, par décision du Comité Stratégique.

Le Président peut librement démissionner de ses fonctions en notifiant sa décision au Comité Stratégique au moins six (6) mois avant la date d'effet de cette démission, sauf si cette démission résulte d'une Invalidité ou si le Président est dispensé, en tout ou en partie, de préavis par le Comité Stratégique.

11.4. Pouvoirs

Le Président dispose de tous les pouvoirs qui sont attribués au président d'une société par actions simplifiée au sens de l'article L. 227-6 du Code de commerce et administrera la Société conformément à son intérêt social et disposera de tous les pouvoirs pour représenter la Société vis-à-vis des tiers, sous réserve des pouvoirs attribués au Comité Stratégique, des décisions visées à l'Article 13.5 (*Missions et pouvoirs du Comité Stratégique*) ci-après pour lesquelles l'autorisation du Comité Stratégique est requise dans les conditions qui y sont précisées et des décisions relevant de par la loi ou les statuts de la compétence de la collectivité des associés. Toute décision prise par le Président qui serait contraire aux stipulations du Pacte sera inopposable aux Parties.

Le Président peut consentir des délégations de pouvoirs et constituer tous mandataires spéciaux et temporaires sous réserve, toutefois, du respect des principes rappelés au paragraphe qui précède.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Président a le pouvoir de convoquer la collectivité des associés ainsi que le Comité Stratégique.

Le Président aura l'obligation de tenir le Comité Stratégique régulièrement informé de la marche des affaires de la Société. En particulier, il sera tenu de mettre à la disposition des membres du Comité Stratégique les informations financières visées à l'Article 14 (*Informations financières*).

ARTICLE 12. DIRECTEURS GENERAUX

12.1. Nomination

Une ou plusieurs Personnes peuvent être nommées directeurs généraux ou directeurs généraux délégués par le Comité Stratégique, conformément à l'article L. 227-6 du Code de commerce.

Les directeurs généraux ou directeurs généraux délégués sont désignés pour un mandat d'une durée déterminée ou indéterminée, fixée par le Comité Stratégique dans la décision de nomination.

Les directeurs généraux ou directeurs généraux délégués peuvent être tout type de Personne. Lorsqu'un directeur général ou un directeur général délégué est une Personne autre qu'une personne physique, celle-ci est tenue de désigner un représentant permanent. Les Directeurs Généraux pourront être salariés d'une société du Groupe.

12.2. Termes et conditions du mandat

La rémunération et, plus généralement, les termes et conditions du mandat des directeurs généraux ou directeurs généraux délégués sont déterminés par le Comité Stratégique. Ils ne peuvent être modifiés que par décision du Comité Stratégique.

12.3. Révocation – démission

Sous réserve d'accords contraires figurant dans le Pacte ou dans des conventions de mandat social validé par le Comité Stratégique, les directeurs généraux ou directeurs généraux délégués peuvent être révoqués, *ad nutum*, sans préavis et sans indemnité par décision du Comité Stratégique.

Les directeurs généraux ou directeurs généraux délégués peuvent librement démissionner de leurs fonctions en notifiant leur décision au président du Comité Stratégique au moins trois (3) mois avant la date d'effet de cette démission, sauf si cette démission résulte d'une Invalidité ou s'ils sont dispensés, en tout ou en partie, de préavis par le Comité Stratégique.

12.4. Pouvoirs

Les directeurs généraux et les directeurs généraux délégués assistent le Président dans l'administration de la Société conformément à son intérêt social et disposent chacun de tous les pouvoirs pour représenter la Société vis-à-vis des tiers conformément aux dispositions de l'article L. 227-6 du Code de commerce, sous réserve des pouvoirs attribués au Comité Stratégique, des décisions visées à l'Article 13.5 (*Missions et pouvoirs du Comité Stratégique*) ci-après pour lesquelles l'autorisation du Comité Stratégique est requise dans les conditions qui y sont précisées et des décisions relevant de par la loi ou les statuts de la compétence de la collectivité des associés, ainsi que de toute limitation de pouvoirs qui pourrait être fixée par le Comité Stratégique dans leur décision de nomination.

Toute décision prise par un directeur général ou un directeur général délégué qui serait contraire aux stipulations du Pacte sera inopposable aux Parties.

Les directeurs généraux et les directeurs généraux délégués assistent le Président dans l'exécution de son obligation d'information envers le Comité Stratégique et notamment des informations financières visées à l'Article 14 (*Informations financières*).

ARTICLE 13. COMITE STRATEGIQUE

13.1. Nomination

13.1.1. Le Comité Stratégique est à tout moment composé d'un maximum de cinq (5) membres nommés, pour une durée déterminée ou indéterminée, par décisions collectives des associés :

- (i) sur proposition de MI IV, à hauteur de trois (3) membres ; et
- (ii) à hauteur de deux (2) membres sur proposition des Actionnaires Historiques.

- 13.1.2. Les membres du Comité Stratégique peuvent être tout type de Personne. La Personne autre qu'une personne physique membre du Comité Stratégique est tenue de désigner un représentant permanent.

13.2. Révocation – démission

- 13.2.1. Les membres du Comité Stratégique peuvent être révoqués, *ad nutum*, à tout moment et sans indemnité par décision collective des associés, sur proposition de la catégorie d'Associés qui avait proposé leur nomination.
- 13.2.2. Les membres du Comité Stratégique peuvent librement démissionner de leurs fonctions en notifiant leur décision au président du Comité Stratégique au moins un (1) mois avant la date d'effet de cette démission, sauf si cette démission résulte d'une Invalidité ou en cas de dispense de préavis ou de réduction du délai de préavis par le Comité Stratégique ou par décisions collectives des associés.

13.3. Président du Comité Stratégique

Le Comité Stratégique désigne son président parmi les membres du Comité Stratégique nommés sur proposition de MI IV. Il est désigné pour la durée de son mandat de membre du Comité Stratégique.

Le président du Comité Stratégique peut être révoqué de son mandat de président du Comité Stratégique, *ad nutum*, à tout moment et sans indemnité par le Comité Stratégique.

Le président du Comité Stratégique a le pouvoir de convoquer la collectivité des associés.

13.4. Fonctionnement

- 13.4.1. Le Comité Stratégique se réunira sur convocation de son président et en tout état de cause au moins une (1) fois tous les trois (3) mois. La convocation pourra intervenir par tous moyens, sous réserve d'un délai de préavis de cinq (5) Jours Ouvrés sauf urgence et sauf du 15 juillet au 31 août où le délai est porté à quinze (15) Jours Ouvrés. Les membres du Comité Stratégique peuvent renoncer à l'unanimité au délai de convocation. Le Comité Stratégique pourra également être convoqué selon les mêmes modalités par le Président s'il doit statuer sur l'une des Décisions Importantes visées ci-dessous.
- 13.4.2. La lettre de convocation, comportant la date, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion, doit être adressée, par tout moyen, à chacun des membres.
- 13.4.3. Les membres du Comité Stratégique pourront participer aux réunions par voie de télétransmission (téléphone, vidéoconférence ou autre) et pourront se faire représenter par un autre membre du Comité Stratégique.
- 13.4.4. le Président, les directeurs généraux et les directeurs généraux délégués seront toujours informés de la tenue des réunions du Comité Stratégique et seront invités à y participer sans voix délibérative. En outre, le directeur général délégué et le directeur financier du Groupe, pourront être invités à participer sans voix délibérative aux réunions du Comité Stratégique, à l'initiative de l'auteur de la convocation.
- 13.4.5. L'auteur de la convocation fixe l'ordre du jour, celui-ci pouvant être complété lors de la réunion du Comité Stratégique à la majorité simple des voix des membres présents ou représentés. Tout membre du Comité Stratégique peut requérir l'inscription de questions à l'ordre du jour, sous réserve d'en faire la demande auprès de l'auteur de la convocation au moins deux (2) Jours Ouvrés avant la date fixée pour la réunion.
- 13.4.6. Sur première et deuxième convocation, le Comité Stratégique ne délibère valablement que si au moins la moitié de ses membres sont présents ou représentés. Sur troisième convocation, en l'absence de quorum sur première et deuxième convocation, aucun quorum n'est requis. Par exception à ce qui précède et tant que les Actionnaires Historiques détiennent plus d'un quart des droits de vote de la Société, si l'une des décisions dont la liste figure aux Articles 13.6.2 ou 13.6.3 ci-dessous figure à l'ordre du jour, le Comité Stratégique ne délibère valablement que si

au moins la moitié de ses membres sont présents et représentés et qu'au moins un membre du Comité Stratégique nommé sur proposition des Actionnaires Historiques est présent ou représenté.

- 13.4.7. Sont réputés présents, pour le calcul du quorum et de la majorité, les membres qui participent à la réunion du Comité Stratégique par des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant leur identification et leur participation effective, ou celles de leur représentant, le cas échéant.
- 13.4.8. Les décisions du Comité Stratégique sont prises à la majorité simple de ses membres présents ou représentés. Par exception à ce qui précède, (i) l'unanimité des membres sera requise pour lever l'inaliénabilité des Titres prévue par l'Article 9.3 des Statuts et, (ii) tant que les Actionnaires Historiques détiennent plus d'un quart des droits de vote de la Société :
- (i) tant que Bertrand Bonelli ou B&S Fitness Consult, représentée par Bertrand Bonelli, exerce un mandat de Président, de directeur général ou de directeur général délégué au niveau de la Société, les décisions dont la liste figure à l'Article 13.6.2 ci-dessous sont adoptées à la majorité simple des membres présents ou représentés, incluant nécessairement le vote positif d'un membre du Comité Stratégique nommé sur proposition des Actionnaires Historiques ; et
 - (ii) dès lors que Bertrand Bonelli et B&S Fitness Consult, représentée par Bertrand Bonelli, n'exercent plus de mandat de Président, de directeur général ou de directeur général délégué au niveau de la Société, les décisions dont la liste figure à l'Article 13.6.3 ci-dessous sont adoptées à la majorité simple des membres présents ou représentés, incluant nécessairement le vote positif d'un membre du Comité Stratégique nommé sur proposition des Actionnaires Historiques.
- 13.4.9. Chacune des réunions du Comité Stratégique donnera lieu à l'établissement d'une feuille de présence et d'un procès-verbal dûment signé par le président du Comité Stratégique et un membre du Comité Stratégique qui sera choisi parmi ceux désignés par les Actionnaires Historiques et consigné dans les registres sociaux de la Société.

13.5. Confidentialité

Les membres du Comité Stratégique et toute personne qui est invitée à participer à toute réunion du Comité Stratégique sont tenus aux mêmes obligations de discrétion que celles définies à l'article L. 225-37 alinéa 5 du Code de commerce concernant les administrateurs de société anonyme.

13.6. Missions et pouvoirs du Comité Stratégique

- 13.6.1. Le Président et les directeurs généraux de la Société, les mandataires sociaux et les organes sociaux de la Société et des Filiales ne pourront prendre aucune des décisions listées ci-dessous ni aucune mesure qui conduirait aux mêmes conséquences que l'une des décisions listées ci-dessous (en ce compris, si applicable, la mise desdites décisions à l'ordre du jour des délibérations de la collectivité des associés de la Société ou de l'une des Filiales), sans avoir obtenu, au préalable, l'accord du Comité Stratégique :
- (a) toute décision relative à l'ouverture d'un club à travers l'acquisition d'un fonds de commerce ou d'une société, la conclusion d'un bail ou par tout autre moyen, dans la mesure où le bien ou le lieu précis et les modalités juridiques et financières de la transaction n'avaient pas été prévus dans le Budget Annuel Approuvé ;
 - (b) toute décision relative à la fermeture d'un club existant, à travers la cession d'un fonds de commerce ou d'une société, la résiliation d'un bail ou par tout autre moyen, dans la mesure où le bien ou le lieu précis et les modalités juridiques et financières de la transaction n'avaient pas été prévus dans le Budget Annuel Approuvé ;

- (c) l'exercice par le Groupe d'une activité différente de celles exercées à la Date de Réalisation par le Groupe et/ou l'ouverture (ou la fermeture), la prise de participation dans toute filiale, *joint-venture* ou autre Entité et/ou la conclusion de tout contrat de distribution ou de franchise avec un partenaire ;
- (d) toute modification significative des orientations stratégiques du Groupe ;
- (e) l'approbation et la modification du Budget Annuel et du Business Plan ;
- (f) la proposition aux associés de la Société d'approuver les comptes annuels individuels et consolidés de la Société, le cas échéant, et l'approbation des comptes annuels des Filiales et toute décision d'affectation du résultat, de distribution de dividendes, d'acomptes sur dividendes ou de réserves et de nomination ou de révocation des commissaires aux comptes de la Société ou de l'une ou l'autre des Filiales ;
- (g) sauf si ladite décision était expressément prévue dans le Budget Annuel de l'exercice en cours, dûment approuvé par le Comité Stratégique (le « **Budget Annuel Approuvé** ») :
 - la création, la liquidation, l'acquisition ou la cession, directement ou indirectement, d'une Filiale, d'une *joint-venture*, d'un fonds de commerce ou d'un établissement secondaire, ainsi que l'ouverture, l'extension ou la fermeture d'un établissement ;
 - l'engagement de toute dépense d'investissement, d'achat d'immobilisation ou d'actif (y compris sous forme d'option) dont le montant pour toutes les opérations faisant l'objet du présent alinéa soit supérieur à deux cent cinquante mille (250.000) euros pour l'exercice considéré ;
 - la souscription, l'octroi ou la modification de tout emprunt, prêt, avance, crédit, ligne de découvert et/ou facilité de paiement de quelque nature que ce soit auprès d'un établissement financier supérieur à deux cent mille (200.000) euros pour l'exercice considéré ;
 - toute caution, aval ou garantie consenti par ou au profit d'une société du Groupe pour le compte de ou en faveur d'une société du Groupe ou des Tiers ou tout engagement hors bilan supérieur à deux cent mille (200.000) euros pour l'exercice considéré ;
- (h) toute décision de conclure, modifier, renouveler ou résilier un contrat représentant un coût ou un chiffre d'affaires annuel brut de redevance supérieur à deux cent cinquante mille (250.000) euros pour l'exercice considéré ;
- (i) toute décision de conclure, modifier, renouveler ou résilier un bail dont le loyer annuel excède cent mille (100.000) euros ou d'une durée supérieure à deux (2) ans ;
- (j) toute décision nécessitant l'accord préalable des Prêteurs ;
- (k) toute émission de valeurs mobilières par les Filiales ou modification du capital social de l'une desdites Filiales (y compris la mise en place de tout plan de stock-options ou de tout autre schéma donnant directement ou indirectement accès au capital, de tout plan d'épargne d'entreprise, ou plus généralement de tout mécanisme d'intéressement des salariés), ainsi que toute opération de restructuration juridique du Groupe (y compris notamment tous projets de fusion, scission, apport partiel d'actifs et transformations, à l'exception de la fusion-absorption, de la transmission universelle de patrimoine de la société Les Cercles de la Forme Développement – CDFD SAS (790 178 016 RCS Paris) par la Société, d'ores et déjà autorisée) ;
- (l) concernant la Société et les Filiales, toute modification des statuts, toute modification des dates de clôture d'exercice social et tout changement significatif des Principes Comptables ;

- (m) toute Introduction ou offre au public de Titres ou valeurs mobilières des Filiales et, dans ce contexte, le choix de la banque d'affaires ou de l'expert indépendant de premier plan ;
- (n) le recrutement, le licenciement (la conclusion d'un protocole de rupture conventionnelle) ou toute décision relatifs à la rémunération et aux avantages d'un salarié ou d'un mandataire social du Groupe dont la rémunération globale brute annuelle, excède cent mille (100.000) euros ;
- (o) l'engagement de toute action en justice, la prise de toute décision importante ayant trait à une telle action ou la conclusion de toute transaction dont l'enjeu dans chaque cas est supérieur à cent mille (100.000) euros ;
- (p) la conclusion, la modification et la résiliation de tout accord entre un associé ou l'un de ses Affiliés, d'une part, et la Société ou l'une des Filiales, d'autre part et, plus généralement, toutes conventions visées par les articles L. 227-10 et suivants du Code de commerce ; et
- (q) la mise en jeu (ou l'absence de mise en jeu) et la gestion des Déclarations et Garanties ; et
- (r) la gestion du Pacte en qualité de gardien du Pacte et la gestion des Promesses de Vente.

13.6.2. Tant que les Actionnaires Historiques détiennent au moins un quart des droits de vote de la Société et que Bertrand Bonelli ou B&S Fitness Consult, représentée par Bertrand Bonelli, exerce un mandat de Président, de directeur général ou de directeur général délégué au niveau de la Société, les membres du Comité Stratégique nommés sur proposition des Actionnaires Historiques disposent ensemble, d'un droit de veto pour toutes les décisions suivantes :

- (a) toute décision relative à l'ouverture d'un club à travers l'acquisition d'un fonds de commerce (ou sa création) ou d'une société, la conclusion d'un bail ou par tout autre moyen, quand bien même ladite ouverture aurait été prévue dans le Budget Annuel Approuvé ;
- (b) toute décision relative à la fermeture d'un (ou plusieurs) club existant, à travers la cession d'un (ou plusieurs) fonds de commerce ou d'une (ou plusieurs) société (ou leur dissolution), la résiliation d'un bail ou par tout autre moyen, quand bien même ladite fermeture aurait été prévue dans le Budget Annuel Approuvé ;
- (c) tous travaux d'un montant supérieur à deux cent mille (200.000) euros ;
- (d) tout changement important dans la nature de l'Activité, sauf si cela est prévu dans le Business Plan ;
- (e) l'adoption d'un nouveau nom et/ou logo de Société ;
- (f) toute modification des statuts de la Société ;
- (g) toute opération de réduction de capital social non motivée par des pertes ; et
- (h) sauf en cas de Difficultés Financières, toute émission de Titres ou de valeurs mobilières, quelle qu'elle soit, immédiate ou à terme, avec ou sans suppression du droit préférentiel de souscription des associés.

13.6.3. Tant que les Actionnaires Historiques détiennent au moins un quart des droits de vote de la Société et dès lors que Bertrand Bonelli et B&S Fitness Consult, représentée par Bertrand Bonelli, n'exercent plus de mandat de Président, de directeur général ou de directeur général délégué au niveau de la Société, les membres du Comité Stratégique nommés sur proposition des Actionnaires Historiques disposeront ensemble d'un droit de veto limitées aux décisions suivantes :

- (a) toute modification des statuts de la Société (à l'exception des modifications relatives au changement de nom ou de siège social en France, aux augmentations de capital

justifiées par des Difficultés Financières, aux augmentations de capital auxquelles les membres du Comité Stratégique nommés sur proposition des Actionnaires Historiques n'auraient pas opposé leur veto prévu par l'Article 13.6.3(c) ci-dessous et de toute modification requise par la loi) ;

- (b) toute opération de réduction de capital social non motivée par des pertes ; et
- (c) sauf en cas de Difficultés Financières, toute émission de Titres ou de valeurs mobilières, quelle qu'elle soit, immédiate ou à terme, avec ou sans suppression du droit préférentiel de souscription des associés.

13.6.4. Lorsque les membres du Comité Stratégique nommés sur proposition des Actionnaires Historiques opposent à une décision figurant aux Articles 13.6.2 ou 13.6.3 ci-dessus leur droit de veto, cette décision n'est pas mise au vote ou n'est pas entérinée, et l'action envisagée ne pourra pas être prise ni mise en œuvre par le Président et/ou par la société du Groupe concernée. L'assemblée générale des associés ne peut jamais se prononcer sur cette décision ou sur une décision ou résolution ayant le même but ; elle doit attendre une autorisation préalable par un vote favorable du Comité Stratégique, sans exercice d'un droit de veto. Un projet d'opération de croissance externe auquel les membres du Comité Stratégique nommés sur proposition des Actionnaires Historiques opposent leur droit de veto conformément aux dispositions de l'Article 13.6.2(a) ne pourra pas être proposé au Comité Stratégique avant l'expiration d'un délai de douze (12) mois, sauf accord contraire de l'unanimité des membres du Comité Stratégique.

13.6.5. Le Président, les directeurs généraux de la Société et les organes sociaux des Filiales doivent fournir aux membres du Comité Stratégique, sur leur demande et dans des délais raisonnables, toute information nécessaire à la prise desdites décisions. Ils doivent, par ailleurs, informer le Comité Stratégique lors des réunions ultérieures du suivi de la mise en œuvre opérationnelle de ces décisions.

ARTICLE 14. INFORMATIONS FINANCIERES

14.1.1. Le Président, assisté des éventuels directeurs généraux et des directeurs généraux délégués, communiquera à chacun des membres du Comité Stratégique les informations et documents suivants :

- (a) mensuellement :
 - dans les vingt (20) Jours suivant la fin de chaque mois (étant précisé que ce délai est porté à trente (30) Jours jusqu'à la fin du sixième mois suivant le recrutement d'un nouveau directeur financier du Groupe et au plus tard jusqu'au 30 juin 2018), un *reporting* indiquant pour le mois concerné et en agrégé depuis le début de l'exercice (x) le chiffre d'affaires réalisé par le Groupe et par club, le montant des investissements en moyens marketing et communication, le bilan global des entrées et des sorties et renouvellement des adhérents et la trésorerie du Groupe (y) dans les six mois de la signature des présentes, un compte de résultat simplifié et une position financière nette ; et
 - dans les vingt (20) Jours suivant la fin de chaque mois (étant précisé que ce délai est porté à trente (30) Jours jusqu'à la fin du sixième mois suivant le recrutement d'un nouveau directeur financier du Groupe et au plus tard jusqu'au 30 juin 2018), un *reporting* regroupant la position de l'endettement net consolidé du Groupe, les principaux agrégats du compte de résultat et du « *cash flow* » mensuel consolidé du Groupe et les autres indicateurs clés de l'activité qui seront déterminés et amendés conjointement par le Président et le Comité Stratégique, dans tous les cas sur une base mensuelle et agrégée depuis le début de l'exercice, et d'une comparaison de ces éléments avec le Budget Annuel de l'exercice en cours et avec l'exercice précédent ;

- (b) semestriellement : dans les soixante (60) Jours suivant la fin de chaque semestre (étant précisé que ce délai est porté à soixante-quinze (75) Jours jusqu'à la fin du sixième mois suivant le recrutement d'un nouveau directeur financier du Groupe et au plus tard jusqu'au 30 juin 2018), (x) un *reporting* et le compte de résultat semestriels consolidés du Groupe et (y) une comparaison de ces éléments avec le Budget Annuel de l'exercice en cours et avec l'exercice précédent ;
 - (c) annuellement :
 - dans les soixante-quinze (75) Jours suivant la fin de chaque exercice social (étant précisé que ce délai est porté à quatre-vingt-dix (90) Jours jusqu'à la fin du sixième mois suivant le recrutement d'un nouveau directeur financier du Groupe et au plus tard jusqu'au 30 juin 2018), (x) les comptes sociaux annuels de la Société et de chacune des Filiales et les comptes consolidés annuels du Groupe, y compris leurs annexes, audités par les commissaires aux comptes de la Société ou des Filiales, selon le cas ; et (y) une comparaison de ces éléments avec le Budget Annuel Approuvé de l'exercice en cours et avec l'exercice précédent ;
 - dans les soixante-quinze (75) Jours suivant la fin de chaque exercice social (étant précisé que ce délai est porté à quatre-vingt-dix (90) Jours jusqu'à la fin du sixième mois suivant le recrutement d'un nouveau directeur financier du Groupe et au plus tard jusqu'au 30 juin 2018), une synthèse sur la prise en compte des sujets de RSE (Responsabilité Sociétale de l'Entreprise), dont le format sera déterminé et modifié d'un commun accord entre MI IV et les Actionnaires Historiques ;
 - dans les quatre-vingt-dix (90) Jours suivant la fin de chaque exercice social (étant précisé que ce délai est porté à cent-vingt (120) Jours jusqu'à la fin du sixième mois suivant le recrutement d'un nouveau directeur financier du Groupe et au plus tard jusqu'au 30 juin 2018), les comptes sociaux annuels de la Société et de chacune des Filiales et les comptes consolidés annuels du Groupe ; le cas échéant, y compris leurs annexes, audités et approuvés par les associés de la Société ou des filiales, selon le cas ;
 - (d) à tout moment tout élément susceptible de permettre la mise en jeu les Déclarations et Garanties ; et
 - (e) plus généralement et préalablement à toute communication aux Prêteurs, dans des délais permettant raisonnablement au Comité Stratégique d'en prendre connaissance, toute autre information ou document devant être remis auxdits Prêteurs aux termes des Documents de Financement.
- 14.1.2. Le Comité Stratégique, par l'intermédiaire de son président ou de toute autre Personne désignée par lui, pourra accéder à toute information raisonnablement requise dans le cadre de sa mission de contrôle de la gestion de la Société et des Filiales.
- 14.1.3. Le Président devra en outre (i) avant toute communication avec les Prêteurs, discuter avec le Comité Stratégique du contenu, de la nature et de l'étendue de l'information qui sera ainsi communiquée et (ii) communiquer au Comité Stratégique, dans les meilleurs délais à compter de leur réception, tout document ou correspondance reçue des Prêteurs.
- 14.1.4. En marge des réunions du Comité Stratégique, des réunions mensuelles entre le Président, les éventuels directeurs généraux, directeurs généraux délégués et les membres du Comité Stratégique qui souhaiteront y participer seront organisées de manière informelle à l'initiative de l'un d'entre eux avec un préavis raisonnable, afin de suivre le *reporting* mensuel et les sujets d'actualité afférents au Groupe.

ARTICLE 15. CONVENTIONS REGLEMENTEES

15.1. Conformément à l'Article 13.6.1(p), toute convention intervenant, directement ou par personne interposée, entre la Société et son Président ou l'un des autres dirigeants, ou entre la Société et une autre société dans laquelle le Président ou l'un des autres dirigeants exerce un mandat spécial ou dispose d'un intérêt financier, ou entre la Société et l'un des associés disposant de plus de 10 % des droits de vote ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant, sera soumise à l'autorisation préalable du Comité Stratégique.

Tout dirigeant ou associé intéressé devra informer le Président de l'existence d'une telle convention dans les trente (30) jours de sa conclusion, après autorisation préalable du Comité Stratégique. Le Président donnera avis au commissaire aux comptes de la Société, s'il en a été désigné, de la conclusion de cette convention dans le mois de la clôture de l'exercice au cours duquel elle a été conclue.

Dans l'hypothèse où le Président aurait lui-même conclu une telle convention avec la Société, après autorisation préalable du Comité Stratégique, il en déclarerait l'existence au commissaire aux comptes de la Société, s'il en a été désigné, dans les trente (30) jours de la conclusion de cette convention.

Les associés statuent sur le rapport du commissaire aux comptes ou, s'il n'en a pas été désigné, du Président sur les conventions réglementées au cours de la décision collective appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice social au cours duquel elles sont intervenues. Tous les associés, y compris les associés directement ou indirectement intéressés, ont le droit de participer au vote sur les conventions réglementées.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président et les autres dirigeants, d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les stipulations prévues ci-dessus ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales qui doivent, néanmoins, être communiquées au commissaire aux comptes, s'il en a été désigné. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

15.2. Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, les conventions intervenues entre le Président ou les dirigeants et la Société ne donnent pas lieu à un rapport du commissaire aux comptes ou, s'il n'en a pas été désigné, du Président mais sont soumises à l'approbation de l'associé non dirigeant et sont simplement mentionnées sur le registre des décisions.

ARTICLE 16. COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les associés collectivement peuvent nommer un ou plusieurs commissaires aux comptes.

La nomination d'un commissaire aux comptes peut être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social.

Si la Société vient à dépasser, à la clôture d'un exercice social, les chiffres fixés réglementairement pour deux des trois critères que sont le total de bilan, le montant hors taxe du chiffre d'affaires et le nombre moyen de salariés permanents employés au cours de l'exercice ou si elle vient à Contrôler une ou plusieurs sociétés ou à être Contrôlée par une ou plusieurs sociétés, les associés collectivement désignent au moins un commissaire aux comptes titulaire et, le cas échéant, un commissaire aux comptes suppléant, auxquels incombent les missions fixées par la loi et les règlements qui la complètent.

Si la Société vient à être astreinte à publier des comptes consolidés, elle doit désigner au moins deux commissaires aux comptes titulaires.

Le ou les commissaires aux comptes sont nommés pour six exercices. Leurs fonctions expirent à l'issue de la décision collective des associés qui statue sur les comptes du sixième exercice social clos depuis leur nomination.

Le mandat du commissaire aux comptes suppléant, le cas échéant, prend fin à l'expiration du mandat du commissaire aux comptes titulaire.

Le commissaire aux comptes doit être convoqué à toutes les décisions collectives des associés prises sous la forme d'une assemblée générale.

À toute époque de l'année, le ou les commissaires aux comptes, ensemble ou séparément, opèrent toutes vérifications et tous contrôles qu'ils jugent opportuns.

ARTICLE 17. DECISIONS COLLECTIVES

17.1. Champ d'application

Sans préjudice des stipulations de l'Article 13.6 (*Missions et pouvoirs du Comité Stratégique*), les décisions suivantes seront de la compétence exclusive des associés :

- (a) approbation des comptes annuels et consolidés de la Société et affectation des résultats ;
- (b) nomination des commissaires aux comptes ;
- (c) nomination et révocation des membres du Comité Stratégique ;
- (d) augmentation, amortissement ou réduction du capital social ;
- (e) émission de toutes valeurs mobilières pouvant donner accès, immédiatement ou à terme, au capital et aux droits de vote de la Société et d'obligations convertibles ou remboursables en actions ou avec bons de souscription ;
- (f) approbation d'une fusion, d'une absorption, d'un apport partiel d'actif ou d'une scission concernant la Société ;
- (g) transformation de la Société ;
- (h) dissolution de la Société ;
- (i) prorogation de la Société ; et
- (j) modification des Statuts de la Société.

L'associé unique ne peut déléguer ses pouvoirs.

17.2. Mode de délibération

17.2.1. Convocation

Les décisions collectives des associés sont prises sur convocation du Président, du président du Comité Stratégique, ou d'un associé représentant plus de 50 % des droits de vote de la Société.

Les décisions collectives résultent, au choix de l'auteur de la convocation, d'un vote par correspondance, d'un acte sous seing privé exprimant le consentement de tous les associés ou d'une assemblée générale.

17.2.2. Consultation par correspondance

En cas de consultation par correspondance, l'auteur de la convocation adresse au domicile ou au siège social de chacun des associés, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés. Ces derniers disposent d'un délai de dix (10) Jours Ouvrés à compter de la date de réception des projets de résolutions pour faire parvenir leur vote au Président. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus sera considéré comme s'étant abstenu.

La consultation est mentionnée dans un procès-verbal établi par le Président, sur lequel est portée la réponse de chaque associé.

17.2.3. Décisions par acte sous seing privé

Les associés peuvent prendre des décisions collectives par un acte sous seing privé exprimant leur consentement unanime, à leur seule initiative, sans y avoir été invités par le Président ou le

Comité Stratégique et sans aucune autre formalité. Cette même possibilité est offerte à l'associé unique.

17.2.4. Assemblées générales

En cas de réunion d'une assemblée générale et sauf accord contraire des associés, la convocation est faite dix (10) Jours Ouvrés à l'avance par tous moyens écrits offrant la preuve d'un accusé de réception avec mention de l'ordre du jour et des lieu, jour et heure de la réunion. Toutefois, dans l'hypothèse où tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée générale peut se réunir valablement sur convocation verbale et sans délai.

À la lettre de convocation sont joints tous les documents nécessaires à l'information des associés.

Toute assemblée générale peut être tenue par visioconférence, conférence téléphonique ou tout autre moyen de télécommunication permettant l'identification des associés dans les conditions fixées par la loi et les règlements.

En cas d'assemblée générale, la réunion peut se tenir en tout lieu, en France ou à l'étranger, tel que précisé par l'initiateur de la consultation.

L'assemblée générale est présidée par le Président, à défaut, l'assemblée générale élit son président.

L'assemblée générale convoquée à l'initiative du commissaire aux comptes est présidée par celui-ci.

À chaque assemblée générale est tenue une feuille de présence et il est dressé un procès-verbal de la réunion, signé par le Président ou le président de séance, si celui-ci n'est pas le Président, et l'associé représentant le plus grand nombre de droits de vote.

Les décisions de la collectivité des associés, qu'elles soient sous seing privé, résultant d'une consultation écrite ou d'une assemblée générale, sont retranscrites sur des procès-verbaux consignés dans un registre coté et paraphé, tenu selon les modalités précisées aux articles R. 225-22 et R. 225-49 du Code de commerce (sur renvoi de l'article R. 225-106 du Code de commerce).

17.3. Vote

Chaque associé peut participer à toutes les décisions collectives quelles qu'elles soient, par lui-même ou par le mandataire de son choix et dispose d'un nombre de voix déterminé conformément aux stipulations de l'Article 10 (*Droits et obligations attachés aux actions*) ci-avant.

17.4. Quorum - Majorités

17.4.1. Sauf lorsque l'unanimité est requise par la loi, les associés ne pourront valablement délibérer sur première et deuxième convocation que si les associés présents ou représentés représentent plus de la moitié des droits de vote. Sur troisième convocation, en l'absence de quorum sur première et deuxième convocation, aucun quorum ne sera requis.

17.4.2. Les décisions collectives des associés sont prises à l'unanimité des associés (i) pour les décisions prises sous la forme d'un acte sous seing privé qui requièrent par hypothèse un accord unanime et (ii) lorsque la loi le requiert, et notamment pour les décisions relatives à l'adoption ou à la modification des clauses statutaires instaurant :

- l'inaliénabilité temporaire des Titres ;
- l'exclusion d'un associé ; et
- la transformation de la Société et toute autre opération ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés.

17.4.3. Les autres décisions collectives des associés sont adoptées à la majorité simple des droits de

vote des associés présents ou représentés.

ARTICLE 18. ASSEMBLEES SPECIALES

- 18.1.** Conformément à l'article L. 225-99 alinéa 2 du Code de commerce, les droits attachés à une catégorie d'actions ne pourront être modifiés qu'après approbation de l'assemblée spéciale des titulaires de cette catégorie d'actions. Sauf décision contraire de la collectivité des associés ou de l'associé unique, en cas d'émission ou d'annulation d'actions de catégories d'actions déjà émises par la Société, et sous réserve que les droits et obligations de ces catégories d'actions soient inchangés, les droits des porteurs d'une catégorie d'actions donnée seront considérés comme ne faisant l'objet d'aucun aménagement.
- 18.2.** Conformément à l'article L. 228-17 du Code de commerce, en cas de fusion ou de scission, les actions de préférence pourront être échangées contre des actions des sociétés bénéficiaires du transfert de patrimoine comportant des droits particuliers équivalents, ou selon une parité d'échange spécifique tenant compte des droits particuliers abandonnés ; en l'absence d'échange contre des actions conférant des droits particuliers équivalents, la fusion ou la scission sera soumise à l'approbation de l'assemblée spéciale des titulaires d'actions de préférence.
- 18.3.** Sauf disposition contraire des statuts de la Société, l'assemblée spéciale des titulaires de chaque catégorie d'actions délibère et statue dans les conditions de quorum et de majorité prévues à l'article L. 225-99 du Code de commerce, étant précisé que les modalités de convocation et de tenue des assemblées spéciales seront analogues à celles applicables à la collectivité des associés en application des statuts de la Société.

ARTICLE 19. COMITE D'ENTREPRISE

Les délégués du comité d'entreprise exercent les droits prévus par les articles L. 2323-62 à L. 2323-67 du Code du travail auprès du Président, ou auprès de la personne déléguée par lui à cet effet.

Le Président reçoit les observations du comité d'entreprise en cas de délibérations requérant l'unanimité des associés et lui communique les décisions collectives prises par les associés.

Les demandes d'inscription à l'ordre du jour formulées par le comité d'entreprise en application de l'article L. 2323-67 du Code du travail sont adressées par le comité d'entreprise représenté par un de ses membres, au siège social de la Société. Elles sont formulées par lettre recommandée avec avis de réception et sont adressées dans un délai de deux (2) jours avant la date de l'assemblée réunie sur première convocation. Les demandes sont accompagnées du texte des projets de résolution qui peuvent être assortis d'un bref exposé des motifs.

ARTICLE 20. EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année civile.

Le premier exercice social a débuté à la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés pour se terminer le 31 décembre 2018. Les actes accomplis pour le compte de la Société pendant la période de sa constitution et repris par cette dernière seront rattachés à cet exercice.

ARTICLE 21. INVENTAIRE – COMPTES ANNUELS

À la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire et les comptes annuels conformément aux dispositions du titre II du livre 1^{er} du Code de commerce, après avoir procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance de bénéfices, aux amortissements et provisions prévus par la loi, pour que le bilan soit sincère.

Il établit un rapport écrit sur la situation de la Société et son activité pendant l'exercice écoulé.

Tous ces documents sont mis à la disposition du commissaire aux comptes, s'il en a été désigné, dans les conditions légales et réglementaires.

ARTICLE 22. AFFECTATION DES RESULTATS

22.1. Bénéfice Distribuible

22.1.1. Le compte de résultat récapitule les produits et charges de l'exercice et fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent (5 %) au moins pour être affectés à la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve légale atteint le dixième du capital social ; il retrouve son caractère obligatoire lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue en dessous de ce dixième.

22.1.2. Le bénéfice distribuible est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve, et augmenté s'il y a lieu du report bénéficiaire antérieur (le « **Bénéfice Distribuible** »).

22.2. Sommes Distribuées

22.2.1. La collectivité des associés peut décider d'affecter tout ou partie du Bénéfice Distribuible à la dotation de réserves facultatives ordinaires ou extraordinaires, de le reporter à nouveau ou de le distribuer entre les associés dans les conditions ci-après.

22.2.2. En outre, la collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués (le Bénéfice Distribuible et les réserves disponibles ayant été mises en distribution par la collectivité des associés étant ci-après désignés les « **Sommes Distribuées** »). Cependant, les Sommes Distribuées sont prélevées par priorité sur le Bénéfice Distribuible de l'exercice.

22.2.3. Préalablement à un Événement Déclencheur, les Sommes Distribuées seront réparties entre les titulaires d'actions ordinaires et d'ADP A selon les principes et dans l'ordre de priorité suivants :

- (i) avant toute autre distribution, le Montant Prioritaire A sera versé aux titulaires d'ADP A, à parts égales au titre de chaque ADP A qu'ils détiennent. Si les Sommes Distribuées sont inférieures au montant cumulé du Montant Prioritaire A attribuable aux ADP A, les Sommes Distribuées seront réparties à parts égales entre les ADP A ;
- (ii) après le versement du Montant Prioritaire A, le solde des Sommes Distribuées, s'il existe, sera réparti aux titulaires d'actions ordinaires, au prorata du nombre d'actions ordinaires qu'ils détiennent.

En tant que de besoin, il est précisé que les titulaires d'ADP B ne peuvent prétendre dans ce cas à aucune des Sommes Distribuées, le Montant Préférentiel B étant égal à zéro dans une telle hypothèse.

22.2.4. En cas de survenance d'un Événement Déclencheur et à compter de la date de réalisation de cet Événement Déclencheur, il sera prélevé, sur les Sommes Distribuées, les montants suivants, dans l'ordre de priorité suivant :

- (i) avant toute autre distribution, le Montant Prioritaire A sera versé aux titulaires d'ADP A, à parts égales au titre de chaque ADP A qu'ils détiennent. Si les Sommes Distribuées sont inférieures au montant cumulé du Montant Prioritaire A attribuable aux ADP A, les Sommes Distribuées seront réparties à parts égales entre les ADP A ; et
- (ii) après le versement du Montant Prioritaire A, le solde des Sommes Distribuées, s'il existe, sera réparti entre les titulaires d'actions ordinaires et les titulaires d'ADP B par application des règles suivantes :
 - le Montant Préférentiel B ou, en cas de distributions antérieures aux titulaires d'ADP B, le Montant Préférentiel B diminué de ces distributions antérieures sera versé aux titulaires d'ADP B, à parts égales au titre de chaque ADP B qu'ils détiennent ;

- le solde des Sommes Distribuées sera versé aux titulaires d'actions ordinaires à parts égales au titre de chaque action ordinaire qu'ils détiennent.

22.3. Règles applicables aux distributions

- 22.3.1. Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.
- 22.3.2. Les pertes, s'il en existe, sont, après approbation des comptes par l'assemblée générale, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.
- 22.3.3. Le paiement des dividendes a lieu aux époques fixées par la collectivité des associés, sous réserve des dispositions légales fixant un délai maximal pour cette mise en paiement.

ARTICLE 23. CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu, dans les quatre (4) mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, de consulter les associés à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Dans l'hypothèse où la dissolution n'est pas prononcée par les associés, la Société est tenue au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, sous réserve de ne pas tomber en dessous du minimum légal, si dans ce délai les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

ARTICLE 24. DISSOLUTION – LIQUIDATION

- 24.1. La dissolution et la Liquidation de la Société sont effectuées conformément aux dispositions légales et réglementaires du Code de commerce.
- 24.2. En cas de Liquidation de la Société, l'Actif Net de Liquidation sera réparti entre les Associés en respectant les règles de priorité suivantes :
 - (a) le Montant Prioritaire A augmenté du prix d'émission des ADP A, sera versé, dans les mêmes proportions, aux titulaires d'ADP A au titre de chaque ADP A qu'ils détiennent. Si l'Actif Net de Liquidation est inférieur au montant cumulé du Montant Prioritaire A restant dû aux ADP A augmenté du prix d'émission des ADP A, l'Actif Net de Liquidation sera réparti à parts égales entre chaque ADP A ;
 - (b) après les paiements visés au paragraphe qui précède, le solde de l'Actif Net de Liquidation, s'il existe, sera réparti entre les titulaires d'actions ordinaires et d'ADP B par application des règles suivantes :
 - (i) le Montant Préférentiel B ou, en cas de distributions antérieures aux titulaires d'ADP B, le Montant Préférentiel B diminué de ces distributions antérieures sera versé aux titulaires d'ADP B, à parts égales au titre de chaque ADP B qu'ils détiennent ;
 - (ii) le solde de l'Actif Net de Liquidation sera versé aux titulaires d'actions ordinaires à parts égales au titre de chaque action ordinaire qu'ils détiennent.

ARTICLE 25. INTRODUCTION

Dans le cas où la Société procéderait à une Introduction, l'intégralité des actions de préférence (ADP A et ADP B) de la Société (les « **ADP Converties** ») sera, immédiatement avant l'Introduction, convertie en actions ordinaires nouvelles de la Société (les « **Actions Ordinaires Nouvelles** »). Dans ce cadre, les Actions Ordinaires Nouvelles seront réparties entre les titulaires d'ADP Converties comme suit :

- (a) la clé de répartition applicable en cas de liquidation conformément à l'Article 24 (*Dissolution – Liquidation*) ci-avant sera appliquée en supposant un Actif Net de Liquidation égal à la Valeur d'Introduction, de sorte que soit calculée la quote-part de cet Actif Net de Liquidation théorique revenant à chaque catégorie d'ADP Converties et aux actions ordinaires ;
- (b) la valeur unitaire théorique d'une action ordinaire (le « **Prix d'Introduction Théorique** ») sera calculée en divisant la quote-part de cet Actif Net de Liquidation théorique revenant aux actions ordinaires existantes par le nombre d'actions ordinaires existantes ;
- (c) le nombre total d'Actions Ordinaires Nouvelles revenant à chaque catégorie d'ADP Converties sera alors calculé en divisant (x) la quote-part revenant à cette catégorie d'ADP Converties arrêtée conformément au paragraphe (a) ci-dessus (y) par le Prix d'Introduction Théorique ;
- (d) le nombre total d'Actions Ordinaires Nouvelles sera réparti entre les associés d'une même catégorie d'ADP Converties proportionnellement à la quote-part du nombre total d'ADP Converties de cette catégorie que représentent celles détenues par chaque associé.

ARTICLE 26. CONTESTATIONS

Toute contestation qui pourrait s'élever pendant le cours de la Société ou de sa liquidation, soit entre les associés, soit entre la Société et les associés eux-mêmes, concernant l'interprétation ou l'exécution des statuts, ou généralement au sujet des affaires sociales, seront soumises aux tribunaux compétents dans les conditions de droit commun.

ANNEXE